



**ENSTA
BRETAGNE**



Cahier des Clauses Administratives Particulières

Veine aérodynamique

Marché n° 2024-0021-01

**Lot 01 : Conception et fabrication d'une veine aérodynamique
conteneurisée**

SOMMAIRE

ARTICLES	
1	OBJET DU MARCHÉ
2	DOCUMENTS CONTRACTUELS
3	PRIX
4	MODALITES DE REGLEMENT
5	DEBUT D'EXECUTION
6	CONDITIONS DE LIVRAISON
7	PROLONGATION DE DELAI, SURSIS
8	OPERATIONS DE VERIFICATION - RECEPTION
9	FORMATION - DOCUMENTATION
10	GARANTIE
11	MODIFICATIONS PAR VOIE D'AVENANTS
12	CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION
13	CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES – CLAUSE DE REEXAMEN
14	ASSURANCE
15	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES
16	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES
17	DISCRETION - SECURITE
18	RESILIATION
19	TRIBUNAUX COMPETENTS
20	DEROGATIONS AU CCAG

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

1.1 Objet du marché

L'ENSTA Bretagne souhaite faire l'acquisition d'une veine aérodynamique conteneurisée et de l'instrumentation associée.

Le marché comporte 2 lots distincts, **ce CCAP concerne uniquement le lot 01** :

LOT 01 : Conception et fabrication d'une veine aérodynamique conteneurisée

1.2 Type de procédure

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, R2124-1, et R2124-2 1° du Code de la Commande Publique (CCP).

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents cités ci-dessous, et en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- 1) l'Acte d'Engagement "AE" du lot concerné et ses éventuelles annexes financières ;
- 2) le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP » et son annexe ;
- 3) le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes ;
- 4) le Cahier des Clauses Administratives Générales / Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) approuvé par **arrêté du 30 mars 2021** ;
- 5) l'offre technique du titulaire ;
- 6) L'annexe au CCTP du lot 1 complétée par le titulaire ;
- 7) Le planning validé lors de la réunion de lancement.

Le CCAG/FCS (arrêté du 30 mars 2021) n'est pas joint au présent dossier mais est réputé connu des sociétés, et les parties contractantes lui reconnaissent expressément son caractère contractuel.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses liées à l'exécution de la prestation complète décrite au CCTP, ainsi que les charges fiscales, parafiscales ou autres s'appliquant obligatoirement à la prestation. Ils comprennent notamment les frais afférents aux opérations suivantes :

- au conditionnement, à l'emballage et à la manutention ;
- au transport, à la manutention sur site des équipements pour leur mise en place finale et la mise en route ;
- à la documentation ;
- au déplacement du titulaire sur site pour la réunion de lancement.
- à la garantie proposée par le titulaire (durée minimale de 5 ans).

Les matériels seront livrés avec un certificat de conformité CE applicable en France, et relatif à la conception et la sécurité de ce type d'équipements pour la motorisation, l'électronique de puissance et l'éventuel système de ventilation.

3.2 Type et forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire et révisable pour la conception et la fabrication de l'équipement.

Le marché est conclu à prix forfaitaire, définitif et ferme pour la prestation de formation.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

3.3 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres soit le mois de **février 2025** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

3.4 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables, à la hausse comme à la baisse, à chaque clé de paiement, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.40 \times (FME(d-3)/FME_0) + 0.30 (EE(d-3)/EE_0) + 0.30 (ICHT-TS(d-3)/ICHT-TS_0)]$$

Dans laquelle :

P	Prix révisé
P ₀	Prix initial inscrit au marché
FME	Identifiant : 010765549 Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 28 - Fabrication de machines et équipements n.c.a (base 2021) publié sur le site INSEE, à l'adresse https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765549
EE	Identifiant 010765361 Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 27- Equipements électriques – zone euro - base 2021 publié sur le site INSEE, à l'adresse https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765361
ICHT-TS	Identifiant 001565183 Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés - Industries mécaniques et électriques – Base 100 en décembre 2008, publié sur le site INSEE, à l'adresse https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183
FME(d-3)	: valeur de l'indice lu à la date du paiement de l'acompte – 3 mois
FME ₀	: valeur de l'indice au « mois zéro »
EE(d-3)	: valeur de l'indice lu à la date du paiement de l'acompte – 3 mois
EE ₀	: valeur de l'indice au « mois zéro »
ICHT-TS _i (d-3)	: valeur de l'indice lu à la date du paiement de l'acompte – 3 mois
ICHT-TS ₀	: valeur de l'indice au « mois zéro »

Arrondis :

Lors de la mise en œuvre de la formule de mise à jour des prix, les calculs sont effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

◇ si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

◇ si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La proposition de révision de prix devra être soumise pour validation par le pouvoir adjudicateur.

3.5 Variation provisoire

Lorsqu'une actualisation ou une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur la première facturation suivant la parution de l'index correspondant.

3.6 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde feront apparaître :

- Les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur ;
- Les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.

ARTICLE 4 – MODALITES DE REGLEMENT

4.1 Avance

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de l'accord-cadre est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Il sera fait application de l'article R2191-7 alinéas 1 et 2 du CCP.

L'option retenue pour les avances est l'option A, telle que définie à l'article A 11.1 du CCAG/FCS du 30 mars 2021.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance est remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance. Il lui appartient de le préciser au § C5 de l'acte d'engagement.

4.2 Retenue de garantie

Sans objet.

4.3 – Acomptes

Le titulaire a droit au versement d'acomptes en cohérence avec les étapes d'exécution des différents livrables et suivant un calendrier qui sera validé lors de la réunion de lancement.

Le règlement des éléments d'étapes s'effectuera de la façon suivante sur la base des documents à produire :

	Clés de paiement selon les livrables attendus	% du montant TTC de la phase
1 ^{er} paiement	Validation du concept final	50 % de l'équipement
2 ^{ème} paiement	Compte-rendu suite à la visite d'atelier en amont de la livraison	30 % de l'équipement
3 ^{ème} paiement	Livraison du rapport contenant l'ensemble des résultats de recette, conformément au point 7 du CCTP	20 % de l'équipement
4 ^{ème} paiement	A l'issue de toutes les formations et de la fourniture des documents demandés au point 8 du CCTP	100 % de la formation

4.4 Délai de paiement

Si, du fait du titulaire (adresse incomplète ou non conforme, etc.) les demandes de paiement ne sont pas adressées au service liquidateur ci-dessus, la date de réception à prendre en compte comme point de départ du délai de paiement sera celle de la réception effective de la demande de paiement par le service liquidation.

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture. En cas de dépassement de ce délai de paiement, le pouvoir adjudicateur

versera au titulaire des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dans les conditions fixées par les articles R2192-31 à R2192-34, D2192-35 et R2192-36 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP).

4.5 Suspension du délai de paiement

La personne responsable du marché peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète ;
- admission avec réfaction.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne responsable du marché, un nouveau délai de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours.

4.6 Facturation

Le paiement s'effectuera sur présentation d'une demande de paiement établie en un exemplaire à chaque clé de paiement.

Cette facture sera transmise par voie dématérialisée via l'application Chorus Pro sur le portail de la Gestion Publique (cf annexe 1 au CCAP : fiche de présentation du dispositif de facturation électronique pour les fournisseurs de l'ENSTA BRETAGNE)

La facture doit rappeler, outre les mentions légales :

- le numéro du marché, du lot et sa date de notification
- le numéro du paiement
- les avenants éventuels
- la date de la facture
- le détail de la prestation,
- les montants HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le numéro de compte bancaire ou postal complet, tel qu'il figure à l'acte d'engagement (Code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

Il est spécifié que les factures devront faire apparaître la même adresse, le même mode de paiement et la même désignation de prestations que ceux de l'offre.

ARTICLE 5 – DEBUT D'EXECUTION

La date de début d'exécution de la prestation est la date de notification du marché.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE LIVRAISON

Un Ordre de Service sera transmis au titulaire lorsque les travaux de fondations seront terminés afin d'indiquer au titulaire que la livraison et l'installation de la veine aérodynamique peut intervenir.

Le matériel commandé sera livré à l'ENSTA Bretagne – 2 rue François Verny à Brest.

Les opérations de livraison de l'équipement sont à la charge du titulaire.

Des essais en présence du titulaire seront effectués conformément au point B.7 du CCTP.

ARTICLE 7 – PROLONGATION DE DELAI, SURSIS

Les délais de livraison sont définis à la validation du planning définitif.

Une prolongation de délai peut être accordée par l'ENSTA Bretagne, conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

Seul le pouvoir adjudicateur est habilité à délivrer une décision valant prolongation du délai de livraison après avoir évalué le bien-fondé de la demande.

ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION - RECEPTION

Pour les opérations de réception, il sera fait application des articles 27 à 33 du CCAG/FCS.

8.1 Admission

L'acheteur prononce l'admission de l'équipement, sous réserves des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par un procès-verbal de réception signé contradictoirement par les Parties. Sa date de notification fait date de mise en service de l'équipement.

8.2 Réfections – Réserves

8.2.1 Réfections

Lorsque l'Acheteur estime que les prestations ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation et à l'esthétique des installations, il peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que représenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner une réfection des installations et proposer au titulaire une réfaction des prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

8.2.2 Réserves

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserves de leur réparation.

8.3 Rejet

Il sera fait application de l'article 30.4 du CCAG/FCS.

8.4 Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

ARTICLE 9 – FORMATION - DOCUMENTATION

9.1 Formation

Le titulaire aura à sa charge la formation sur site des utilisateurs du matériel (potentiellement 4 personnes) par un expert et devra permettre aux utilisateurs d'être autonomes. Cette formation pourra se faire en plusieurs étapes, dont une première étape à l'installation.

Cette formation portera sur les sujets décrits au point B.8 du CCTP.

9.2 Documentation

Le titulaire fournira une documentation complète de l'équipement. Cela comprend les documents nécessaires à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance de l'équipement de des logiciels objet du Lot 01. La documentation sera transmise en français et/ou en anglais, sur papier et en version numérique.

ARTICLE 10 – GARANTIE

La garantie minimale est de cinq (5) ans. La durée de la garantie proposée par le titulaire est précisée au point C6 de l'Acte d'Engagement.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la mise en service du matériel, conformément à l'article 8 supra.

Au titre de la garantie, le titulaire est tenu de remettre en état ou de remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'ENSTA Bretagne.

Toute intervention de dépannage effectuée au titre de la garantie sera poursuivie jusqu'à élimination complète de la panne, et ce, même en cas de dépassement de la durée de la garantie contractuelle.

La garantie couvre également les frais de déplacement et d'hébergement de personnel, de conditionnement, d'emballage et le transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Si, à l'expiration de ce délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux opérations de remises en état, ce délai sera prolongé jusqu'à l'exécution complète de la mise en œuvre.

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS PAR VOIE D'AVENANTS

11.1 Avenants

Lorsque l'économie du marché n'est pas bouleversée, il est possible de passer un avenant, ou si le marché le prévoit, de poursuivre l'exécution des prestations au-delà du montant prévu par le marché (articles R2194-1 à R2194-9 du CCP).

La modification résultant d'un avenant peut notamment porter sur les engagements des parties au contrat : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

11.2 Avenants de transfert

Toute modification administrative de l'une ou l'autre des parties fera l'objet d'un avenant de transfert.

A cet égard, le titulaire du marché est informé qu'un processus de fusion-absorption affectant l'acheteur est en cours. Il est d'ores et déjà convenu que le titulaire de marché continuera de remplir l'ensemble des engagements pris au titre du présent marché.

ARTICLE 12 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

12.1 Conditions et modalités de recours éventuel à des sous-traitants uniquement pour la prestation de conception

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il sera fait application des articles R2193-1 à R2193-4 du CCP.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son candidat par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (ou équivalent).

Ce formulaire est téléchargeable sur :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ce formulaire sera accompagné à minima des pièces suivantes du sous-traitant :

- les attestations fiscales et sociales à jour
- une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité
- un relevé d'identité bancaire (RIB)

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

12.2 Co-traitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du CCP.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

12.3 Obligations du prestataire

Obligation de conseil : Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

Obligation d'information : Il lui appartient également de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'Etablissement pendant toute la durée de l'exécution du contrat afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

12.4 Délimitation de la prestation

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité du marché qu'ENSTA Bretagne lui notifiera, selon les dispositions du Cahier des charges techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 13 – CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES – CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstances imprévisibles, il sera fait application des articles 24 et 25 du CCAG/FCS.

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R2194-5 du CCP.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'ENSTA Bretagne démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R2194-5 du CCP ;

- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures,...) ou contractuelles (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'ENSTA Bretagne vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 14 – ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 15 – AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou celle de son siège social ;
- de son relevé d'identité bancaire ;
- à la décision d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

ARTICLE 16 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 17 – DISCRETION - SECURITE

Les personnels du titulaire sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne les horaires, le comportement, la sécurité.

Le titulaire devra respecter les règles élémentaires liées à la confidentialité. En particulier, les renseignements sur le fonctionnement de l'école, ainsi que les documents produits dans le cadre de cette prestation, sont strictement confidentiels et ne doivent, sous quelque forme que ce soit, être transmis à des tierces personnes, y compris au personnel de l'ENSTA Bretagne non explicitement désigné par le prescripteur.

ARTICLE 18 – RESILIATION

En cas de non-respect des obligations découlant des termes du présent marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de le résilier, moyennant un délai de trois mois, dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG/FCS.

ARTICLE 19 - TRIBUNAUX COMPETENTS

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Le Tribunal administratif de Rennes est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien – 3 contour de la Motte – CS 44416
35044 Rennes – France
Courrier électronique : greffe.ta.rennes@juradm.fr
Adresse internet : <http://www.rennes.tribunal-administratif.fr>
Téléphone +33 2 23 21 28 28
Fax +33 2 99 63 56 84

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

Un référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L.551-1 du code de justice administrative). Le contrat peut faire l'objet d'un référé contractuel (article L.551-13 et suivants du code de justice administrative) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution. Le recours en contestation de validité du contrat, issu de la jurisprudence Tarn-et-Garonne, peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU CCAG

Néant

Annexe au CCAP

FICHE DE PRESENTATION DU DISPOSITIF CHORUS PRO

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille (y compris les TPE), doivent transmettre leurs factures à leurs clients publics via le portail internet Chorus Pro.

Ce portail permet de dématérialiser facilement, gratuitement et de manière sécurisée les factures.

L'ENSTA Bretagne est un établissement public, les factures de ses fournisseurs doivent être déposées **obligatoirement et uniquement** sur le portail Chorus Pro.

Cette pratique présente de nombreux avantages :

- une transmission instantanée des factures auprès des services en charge du paiement ;
- un suivi en temps réel du statut d'avancement des factures via le portail chorus
- une fluidification du processus résultant d'une harmonisation des formats ;
- un traitement automatisé de la facture et donc une diminution du délai global de paiement ;
- des économies d'impression et d'affranchissement ;
- un acte éco-responsable pour chaque facture déposée.

La première étape consiste en la création d'un compte sur le portail Chorus Pro (1). Une fois le compte créé vous pourrez déposer vos factures en précisant les informations suivantes afin qu'elles ne soient pas rejetées :

- ① adresse postale de l'ENSTA Bretagne
2, rue François Verny – 29806 BREST CEDEX 9
- ② numéro de SIRET de l'ENSTA Bretagne : **192 901 254 00016**
- ③ engagement juridique : numéro du bon commande adressé ou numéro de marché indiqué sur le contrat notifié
- ④ code service exécutant : sans objet

Pour vous aider dans vos démarches, l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) a mis en place le portail Communauté Chorus Pro, site d'information et de communication sur Chorus Pro.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

(1) <https://chorus-pro.gouv.fr>